

Le Cheminot de France



Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, des Colonies et Pays de Protectorat

Rédaction et Administration : 5, rue Cadet, PARIS (9°)

Téléphone : TAITBOUT 40-91

Chèques Postaux : Paris 26-44

Abonnement : 10 francs

La grève générale

LES INJUSTICES DES DÉCRETS-LOIS DOIVENT ÊTRE REDRESSÉES SANS ELLE ET MALGRÉ SON ÉCHEC

Il est hors de doute que, dès la promulgation des Décrets-Lois, il y eut comme une sorte de stupeur dans la Classe ouvrière et spécialement chez les Cheminots. Les travailleurs ont eu du mal, dès le premier examen, à réaliser l'importance des sacrifices qui leur étaient imposés. Mais, au fur et à mesure que les détails d'application des Décrets-Lois étaient connus, le mécontentement s'accrut dans de très grosses proportions. Il apparut que, non seulement de très lourds sacrifices, trop lourds pour les petits, étaient imposés à la Classe ouvrière, mais encore qu'à la faveur des pleins pouvoirs accordés par le Parlement au Gouvernement, il était porté atteinte à la législation sociale, notamment aux lois votées en Juin 1936 concernant la durée du travail, les congés payés, les conventions collectives. Il est certain que lorsque MM. DALADIER, REYNAUD, POMARET et DE MONZIE disent qu'ils n'ont pas touché aux Lois sociales, ils jouent sur les mots.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans le dernier numéro du Cheminot de France, les Décrets-Lois sont rédigés dans un esprit CONTRAIRE A CELUI DE LA COLLABORATION. Nous estimons qu'il y a là une grosse faute de la part du Gouvernement. Celui-ci a voulu réussir, à ne pas dresser la Classe ouvrière contre lui. Or, comme l'écrivait Paul VIGNAUX le 26 Novembre, dans l'Aube : On a su tenir compte de l'esprit capitaliste et patronal, du sens du profit et de l'autorité. A-t-on pensé à éviter, à imaginer, même, les réactions possibles des travailleurs ?

Au contraire, on a multiplié les phrases maladroites et choquantes, que ce soit M. Paul REYNAUD au sujet des gardes-barrières ou de la semaine des deux dimanches, ou M. de MONZIE, au sujet des Facilités de circulation des Cheminots ou des articles sur traits signés par M. JACQUET.

Il y avait pourtant intérêt à ce que les mesures prises soient acceptées par le plus grand nombre de citoyens, y compris les travailleurs, et à montrer qu'une politique de conciliation et d'humanisation des Décrets-Lois était possible. Il est regrettable que le Gouvernement ne l'ait pas compris, pour sa part, malgré les tentatives d'apaisement faites, entre autres, par les Syndicats Chrétiens, par notre Fédération, notamment à la veille de la Grève.

Tous nos efforts tendaient à éviter un conflit irréductible, entre une partie de la Classe Ouvrière et les Autorités constituées du Pays, conflit d'où, ni la LIBERTÉ ni l'AUTORITÉ ne pourraient sortir vraiment renforcées.

Quoi qu'il en soit, les Organisations Ouvrières examineront les moyens à employer pour la défense efficace des intérêts de leurs adhérents.

Deux méthodes s'offraient pour lutter contre les Décrets-Lois : — La méthode de violence et d'action directe par le déclenchement de grèves partielles et de la grève générale, ayant pour but de renverser le Gouvernement et d'obtenir l'abrogation des Décrets-Lois ;

— La méthode de conciliation et d'arbitrage évitant la violence et les grèves et ayant pour but d'obtenir la modification des Décrets, de façon à en faire disparaître les injustices.

La C. G. T. choisit la première méthode et donna l'ordre de grève générale pour le mercredi 30 Novembre.

La C. F. T. C. choisit la deuxième méthode et s'opposa à la grève générale. Notre Fédération des Cheminots appliqua fermement les directives confédérales.

Notre mouvement syndical basé sur l'action d'abord sur la collaboration ; il ne peut donc s'engager dans des mouvements de grève QU'APRÈS AVOIR TENTÉ TOUTS LES MOYENS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE mis à sa disposition par les Lois. Il est de plus impossible que nous participions à une grève générale qui aurait pour résultat de porter préjudice à l'ensemble de la Nation dont toute une partie serait innocente de ce dont nous avons à nous plaindre. De plus, le Gouvernement, en promulguant les Décrets-Lois, a agi en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les Chambres ; c'est à celles-ci de lui dire s'il a, ou non, outrepassé ses droits et rempli sa mission conformément à leurs directives. Déclencher la grève générale, c'était en somme se substituer au Parlement, détenteur de la volonté nationale, pour obtenir des décisions que seul il a le pouvoir de prendre. C'était se livrer à un acte dont il était impossible de déterminer les conséquences. C'était enfin, en cas d'échec, exposer nos camarades à des sanctions sévères.

Il apparaît donc très clairement que nous ne pouvions participer en rien à la grève générale lancée par la C. G. T.

Mais, de ce que nous n'avons pas participé à la grève générale, il ne faut pas conclure à notre acceptation des Décrets-Lois. Car tout en reconnaissant que des sacrifices sont nécessaires, nous maintenons que les décisions prises nous paraissent incomplètes et les sacrifices inégalement répartis. Nous sommes bien décidés à tenter tous les moyens mis à notre disposition par les Lois pour obtenir que les mesures qui nous lésent soient rapportées ou modifiées.

En accord avec la C. F. T. C., nous étudions donc les modifications à apporter aux Décrets-Lois en vue de faire disparaître les dispositions injustes ou imposant aux travailleurs des sacrifices exagérés. Les amendements ainsi préparés seront soumis au vote des Chambres dès que possible.

Mais nous ne devons pas oublier que les Décrets-Lois ont pour but de remédier à la situation économique et financière actuelle, qui est vraiment désastreuse. Nous avons tout intérêt à ce que la France se rétablisse. Pour cela, il faut que la paix sociale se réalise. Nous devons donc agir avec fermeté, mais sans violence. Nous devons, en outre, faire sentir partout combien cette paix est nécessaire et qu'elle ne peut être obtenue que si l'esprit d'amitié et de collaboration règne entre tous les fils d'une même patrie. Nous sommes donc intervenus près du Gouvernement pour lui demander d'abandonner les sanctions qu'il a l'intention de prendre contre les camarades qui n'ont fait qu'obéir par discipline syndicale à l'ordre de grève générale. Nous désapprouvons également tout geste de la C. G. T. ayant pour résultat d'aggraver encore l'atmosphère d'hostilités et d'inquiétudes existant actuellement. Son intérêt, comme celui de toutes les Organisations syndicales et de la Classe ouvrière tout entière est de réaliser une Paix consentie par tous. Nous attendons donc d'elle qu'elle abandonne ses prétentions au monopole syndical et qu'elle évite toute attitude et toute décision pouvant donner au Gouvernement et au Parlement des raisons pour la continuation des hostilités contre elle, contre la Liberté syndicale et contre toute la Classe ouvrière.

Gouvernement et C. G. T., en agissant ainsi, feraient œuvre de paix ; ce qui redonnerait espoir à toute la classe ouvrière dans la possibilité de l'apaisement de son sort par les méthodes de Collaboration, espoir que, pour notre compte, nous n'avons jamais perdu.

LE BUREAU FÉDÉRAL.

Pour l'apaisement

Paris, le 6 Décembre 1938
Monsieur DE MONZIE
Ministre des Travaux Publics

Notre Fédération, comme nous vous l'avons fait connaître à l'audience que vous avez bien voulu nous accorder le mardi 29 Novembre, avait donné comme consigne à ses adhérents de ne participer en rien à la grève générale. Ce mot d'ordre a été suivi sans aucune objection. Tous de cette attitude, nous nous permettons, Monsieur le Ministre, d'interroger près de vous pour vous demander d'user du plus grand esprit de générosité

et de véritable apaisement en ce qui concerne les sanctions envisagées, ainsi que nous vous l'avons d'ailleurs demandé lors de l'audience précitée.

Les Cheminots qui ont obéi au mot d'ordre de grève, l'ont fait par entraînement irrésistible.

Il nous semble que le principe d'autorité ne serait nullement diminué, mais serait au contraire renforcé par des mesures d'apaisement et d'humanité, aussi totalement que faire se pourrait.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire Général.

Ce n'est pas fini

par Jules ZIRNHELD

Ainsi, ce drame qu'est la grève générale n'a pas eu lieu...

Mais peut-être n'est-il pas inutile d'en établir les responsabilités. Et elles peuvent être équitablement réparties entre les gouvernements successifs et la presse qui ont donné imprudemment à la C. G. T. une publicité exagérée et une importance qu'elle n'a pas et la C. G. T. elle-même, qui, à force de répéter qu'elle avait cinq millions d'adhérents et qu'elle pouvait parler au nom de la Classe ouvrière tout entière, a fini par y croire et par le faire croire.

Souhaitons, de toute façon, qu'on ne fasse pas supporter aux quelques malheureux qui ont cru à la parole de leurs meneurs et qu'on a laissés ou encouragés dans leurs illusions, les conséquences d'une faute commise par d'autres.

Et peut-être pourrions-nous tirer des événements qui viennent de se produire, cette conclusion qu'il faut demander à l'Etat, au Parlement ou au Gouvernement, son intervention dans toutes choses, nous ferions mieux de nous habituer à régler nos affaires nous-mêmes et que si moins de docteurs « Tant Pis » se penchaient sur son chevet et si on l'abreuvait moins de fausses nouvelles venues de Moscou ou d'ailleurs, à moins que ce ne soit de quelque louche officine, le pays serait parfaitement capable de se sauver lui-même.

D'ailleurs, nous souhaitons que l'e-

phorie d'une victoire, qui peut n'être qu'une victoire à la Pyrrhus, ne fasse pas oublier que les décrets-lois existent toujours et qu'ils restent toujours aussi répressifs.

Sans doute M. REYNAUD a cru devoir nous déclarer, en mobilisant la radio nationale, que ces décrets ne touchent nullement à la législation sociale actuelle.

M. REYNAUD a-t-il lu ses décrets-lois ?

S'il les a lus et relus, comme nous l'avons fait, il a pu s'apercevoir que lorsque l'on emploie tels ou tels termes en français, on doit savoir ce que cela veut dire. Lorsque l'on affirme à l'article 11 du Décret sur la durée du travail, que ledit Décret doit s'appliquer nonobstant les dispositions législatives, lorsque, à l'article 5, on précise qu'après tous les aménagements qu'on a apportés aux dispositions législatives, la durée hebdomadaire du travail ne doit pas dépasser 48 heures, alors qu'on a rappelé — ironiquement sans doute — à l'article 1 que cette durée reste fixée à 40 heures, lorsque dans d'autres décrets concernant les congés payés ou les sanctions pour refus de faire les heures supplémentaires, on déclare que ces décrets abrogent ou remplacent les dispositions législatives existantes, nous sommes bien obligés de constater qu'avec son air de ne pas y toucher, M. REYNAUD a tout simplement bouleversé notre législation sociale.

Et c'est pourquoi nous ne croyons pas notre tâche finie parce que la grève générale, que nous avons d'ailleurs combattue, a échoué. Nous comprenons que M. REYNAUD ait quelque tendresse pour l'enfant qu'il a mis au monde, aussi laid qu'il soit, et que M. le Président du Conseil éprouve pour cet enfant qu'il a adopté quelque prédilection. Mais nous continuerons à demander au Parlement qu'il répare ce que le Gouvernement a démolit et qu'il fasse disparaître des décrets-lois, à la fois ceux qui portent atteinte à la législation sociale qu'il a lui-même créée et ce qui est une véritable brimade à l'égard de la Classe ouvrière.

Et, après tout, nous qui sommes des salariés et qui connaissons et remplissons nos obligations, nous avons bien le droit de demander à ceux qui sont nos mandataires de faire comme il faut leur besogne.

Et nous espérons qu'ils ne l'oublieront pas.

UN DEVOIR de reconnaissance

QUATRIÈME LISTE

Audun-le-Roman (deuxième versement)	45 fr.
Belfort (deuxième versement)	157 »
Bobigny	100 »
Longjumeau (deuxième versement)	197 »
Metz-Frescaly	80 »
Noisy-le-Sec	359 50
Paris-Est, Services Centraux (premier versement)	1.500 »
Saint-Dié	200 »
Liart	160 »
Verdun (deuxième versement)	32 »
Vitry-le-François	100 »
Syndicat du C.C. (deuxième versement)	59 »
Vitry-sur-Seine	83 »
Brive	50 »
Clermont-Ferrand (deuxième versement)	105 »
Beauvais	50 »
Dunkerque	100 »
Soissons	50 »
Le Bourget	150 »
Paris-Sud-Ouest (deuxième versement)	52 »
Tulle	29 35
Paris-Etat R.D.	220 »
Auray	50 »
Rouen	20 »
Le Mans	130 »
Evreux	50 »
Thouars	30 »
Saint-Germain-en-Laye	20 »
Paris-Levallois	80 »
Blainville	150 »
Charmes (deuxième versement)	21 »
Epervain	503 »
La Ferté-Macelo (deuxième versement)	50 »
Is-sur-Tille (deuxième versement)	5 »
Longjumeau (troisième versement)	10 »
Mohon (deuxième versement)	47 50
Neufchâteau	100 »
Paris-Pajol (deuxième versement)	14 »
Saint-Dizier (deuxième versement)	25 »
Romilly	405 50
Vesoul	100 »
Divers	554 »
Total :	6.253 85
Listes précédentes	12.468 30
Total général :	18.722 15

Pour la mère au Foyer

par Maurice GUÉRIN

Il serait exagéré de dire que nous avons accueilli avec un enthousiasme délirant les Décrets-Lois du camarade Paul REYNAUD. Ce n'est point à moi — heureusement pour tout le monde — à commencer par l'Excellence qui siège au Louvre ! — qu'incombera la tâche de louer cette œuvre nouvelle : je m'en acquitterais fort mal.

Cependant, il faut être juste, même pour ceux qui manquent de justice ou de libéralité (je ne dis pas : de libéralisme) envers nous. Et c'est pourquoi je remercie ici l'auteur de l'œuvre du 12 Novembre d'avoir fait pleuvoir sur la famille ouvrière autre chose que des feuilles d'impôts, encore que celles-ci soient également tombées comme pluie d'automne sur nos jardi-

ners où ne règnent plus, ainsi qu'en nos cœurs, que des chrysanthèmes... Or donc, M. le Ministre des Finances a prévu qu'un règlement d'administration publique réformerait, d'ici trois mois, les encouragements donnés à la natalité par l'Etat ; il a pris un Décret pour la fixation d'un taux minimum des Allocations familiales et il a surtout ajouté que ces Allocations seraient majorées pour les familles dans lesquelles la mère ou l'ascendante n'exerce pas une activité rémunératrice.

Tous ceux et toutes celles qui luttent depuis déjà plusieurs années en

faveur de cette mesure ne peuvent qu'être reconnaissants à M. Paul REYNAUD d'avoir fait écho à leur revendication préférée. Sans doute, il reste à connaître le taux de cette prime pour la Mère au Foyer, et nous souhaitons qu'il ne soit pas inférieur, en toute hypothèse, aux dépenses nouvelles qui vont courir davantage encore la famille ouvrière sous le fardeau qu'il l'accommode afin, paraît-il, de redresser l'économie de la Nation. Car nous pensons que, le jour où la Famille serait par terre, l'Etat aurait quelque peine à se tenir debout.

Mais c'est précisément parce que le gouvernement veut relever la Famille, en même temps que l'Etat, qu'il a compensé par les Décrets dont nous louons les effets produits, dans un sens opposé, par les Décrets dont nous n'apprécions que très médiocrement l'économie pénitentielle. Ma louange est sans ironie, si elle n'est pas tout à fait sans réserve, parce que c'est déjà beaucoup, c'est énorme que le principe de la dette sacrée de la Nation à l'égard de la Mère qui se consacre exclusivement à sa mission soit inscrit dans la Loi. Plus tard, on verra ce qu'il conviendra de faire pour que son application dépasse substantiellement la portée d'un geste symbolique. Aujourd'hui, soyons tout à la fois du triomphe d'un principe sau-

veur pour la race et pour la Patrie.

Les nouvelles dispositions concernant les facilités de circulation ne s'expliquent que comme une véritable brimade

A l'annonce des décrets-lois, les Cheminots, qui savent que lorsqu'il s'agit de sacrifices on n'hésite pas à les frapper lourdement, les Cheminots donc, ne s'illusionnaient pas, ils s'attendaient à en prendre un bon coup, mais cette fois on est allé au delà de leurs... espérances, et l'on peut dire, il n'y a pour cela qu'à lire l'Officiel, qu'ils ont été bien servis.

Mais ce qui réellement les esclave le plus c'est que pour redresser la situation du pays il soit absolument nécessaire de s'attaquer à l'un des privilèges auxquels ils tiennent le plus : les facilités de circulation.

Et quand nous disons privilège, nous tenons à faire ressortir qu'il s'agit d'un faveur bien payée et dont on a toujours tenu compte dans la fixation du salaire.

Néanmoins et nonobstant toute disposition contractuelle, le ministre des Travaux Publics a tenu à marquer toute sa sollicitude pour les Cheminots et n'a pas hésité à annoncer publiquement au pays, dans un discours radiodiffusé, les mesures qu'il comptait prendre en la matière.

Nous le savons et n'hésions même pas à l'écrire, le public est contre nous et n'admet pas que nous puissions voyager gratuitement, c'est précisément ce qui a fait dire à tous les Cheminots qui écoutèrent le réquisitoire ministériel : c'est de la démagogie et c'est une façon comme une autre de soutenir l'approbation d'une partie de l'opinion publique.

Désiré-DELSERT.

(SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

APRÈS L'ÉCHEC DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

POUR L'APAISEMENT DES ESPRITS

La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens remercie et félicite la masse de ses adhérents et des sympathisants qui, en suivant ses directives, ont notamment contribué, le 30 Novembre, à éviter l'arrêt, inadmissible en principe et en fait, de la vie économique du pays.

La C. F. T. C. demande aux travailleurs de lui faire confiance pour continuer à mener pacifiquement, dans le cadre des Lois républicaines et sans nuire en rien, tout au contraire, au développement économique, une action énergique pour la modification des dispositions des récents Décrets-Lois qui portent atteinte au minimum vital des familles ouvrières et remettent en cause les légitimes conquêtes du progrès social.

Le Syndicalisme Chrétien, fort de l'attitude qu'il a prise au cours des récents événements et qui était d'ailleurs conforme à sa ligne traditionnelle, émet le vœu que l'apaisement complet intervienne promptement, dans un esprit de générosité et de concorde, propre à rétablir les collaborations indispensables.

POUR UNE AMNISTIE AUSSI LARGE QUE POSSIBLE

1^{er} Décembre 1938.

Dès le lendemain de la tentative de grève générale du 30 Novembre, la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens a tenu, après avoir rappelé dans une lettre adressée au Président du Conseil et aux Ministres intéressés, son attitude vis-à-vis d'un mouvement contraire à ses principes, à soumettre au Gouvernement le vœu que les conséquences de cet essai de grève soient envisagées par les Pouvoirs Publics et par le Patronat, dans un esprit de générosité et de véritable apaisement, notamment en ce qui concerne les Contrats individuels et les Contrats collectifs de travail.

La C. F. T. C. pense que, sous la seule réserve des circonstances nettement délictueuses, la cessation du travail, au cours de cette journée, devrait faire l'objet d'une sorte d'amnistie morale très large et d'effet immédiat. Il lui semble que l'Autorité Gouvernementale et Patronale, ainsi que les possibilités de Collaboration pour l'avenir, seraient renforcées par des mesures de cette sorte, étendues aussi généralement que possible.

La C. F. T. C. adresse l'expression de sa sympathie à ceux de ses militants et adhérents qui, en de trop nombreux endroits, ont été brimés et molestés pour avoir voulu appliquer ses directives.

LA C. F. T. C. A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

2 Décembre 1938.

Nous sommes heureux d'informer nos lecteurs qu'une délégation du Bureau Confédéral, conduite par J. ZIRNHELD

UNE MAUVAISE ACTION LES MISES A LA RETRAITE D'OFFICE

Le dernier numéro du « Cheminot de France » a publié notre première protestation auprès du Ministre des Travaux Publics contre le licenciement brutal d'un grand nombre de Cheminots qui, sur la foi d'engagements formels, pouvaient légitimement prétendre accéder à une retraite normale.

Nombreux sont les camarades qui nous ont exprimé de façon plus ou moins véhémente, mais toujours légitime, leur douloureuse stupeur de voir un tel bouleversement de leurs conditions d'existence, et presque tous ont cru qu'il devait être possible d'atteindre un Décret entaché, à leurs yeux, d'illegalité. Nous avons le devoir de redresser une opinion qui, hélas ! ne résisterait pas à un examen objectif de la situation.

Pour fixer un point d'histoire, disons tout d'abord que, contrairement aux interprétations plus ou moins fantaisistes qui en avaient été données à la parution, le texte ne visait que les conditions d'âge, c'est-à-dire 50 ans (actifs) ou 55 ans (sédatés) sans que la durée d'affiliation soit en question.

D'autre part, et c'est le point important sur lequel les intéressés ont presque tous fait fausse route, il n'y a pas de lien juridique entre le Contrat de travail (Statut ou Convention Collective) A DUREE ILLIMITEE et le Règlement de la Caisse des Retraites, fixant un Régime seulement partiellement homologué par le Ministre. C'est ce qui a permis à M. DE MONZIE, jouant astucieusement sur les mots, de déclarer que le Contrat de travail ne serait pas violé.

Au reste, et la formule qui tenait dans les textes du 12 Novembre : ne n'obstant toutes dispositions contractuelles ne laisse subsister aucun avantage à ce sujet, le Décret-Loi a toutes les prérogatives de la Loi, laquelle s'impose à tous, y compris la S. N. C. F. qui n'a plus le droit de conserver des Agents ayant dépassé l'âge limite (sauf l'exception prévue de nécessité de service dûment justifiée), y compris les juges qui, le cas échéant, ne pourraient statuer qu'en droit, en estimant seulement s'il y a eu ou non excès d'autorité débordeant du cadre fixé par le Parlement qui a autorisé la procédure des Décrets-Lois.

Le Ministre lui-même, le délai expiré, n'avait plus le pouvoir de modifier ses propres Décrets.

Il ne s'agit donc nullement d'un différend entre l'employeur (S.N.C.F.) et le Cheminot dont les Prud'hommes, par exemple, ou le Conseil d'Etat auraient eu à connaître, mais d'un ordre nouveau fixé par une Loi nouvelle à laquelle, répétons-le, toute juridiction ne peut que se soumettre, ce qui empêcherait absolument de statuer sur le fond. Toutes dispositions antérieures, même contractuelles, et que le Ministre avait juridiquement le droit d'ignorer, se trouvent ainsi abolies.

Actuellement, seule la voie parlementaire reste ouverte pour des améliorations possibles, et quelques améliorations déjà obtenues par nos premières interventions (délai de départ reporté d'un à deux mois, acceptation de mettre à l'étude des bonifications d'ancienneté) semblent prouver qu'il y a tout de même, malgré la rigidité voulue du principe, une certaine marge d'interprétation que notre Fédération a bien l'intention d'utiliser rapidement et le plus profondément possible.

C'est dans ce but qu'elle vient de faire déposer sur le Bureau de la Chambre, par le Groupe de Défense du Syndicalisme Chrétien, un projet d'amendement qui rétablit avec tous ses effets l'ancien article 7 du Décret-Loi du 19 Avril 1914 et qui précise, en les adoucissant, les conditions des mises à la retraite d'office.

Ennemis de cette démagogie, aussi facile qu'imprudente, qui est déjà pour beaucoup dans les maux dont nous souffrons aujourd'hui, nous voulons espérer qu'aucune surenchère systématique ne viendra empêcher un Parlement mieux éclairé de sanctionner des mesures raisonnables destinées, sinon à faire disparaître, du moins à atténuer très sensiblement les effets d'une mauvaise action.

Louis BOUTÉ.

Les Cheminots de la Région Parisienne protestent contre les Décrets-Lois

Les Cheminots de la Région Parisienne, réunis Salle Lanary, le 9 Décembre 1938, à l'appel de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, après avoir entendu les orateurs de la Fédération ;

Constatant avec regret que les Décrets-Lois du 12 Novembre 1938 comportent, à côté de mesures dont le principe est louable, telles que le rajustement des salaires, l'insatiation des allocations, des dispositions injustes qui repartissent inégalement les sacrifices nécessaires au redressement économique du Pays et qui frappent plus lourdement les Salariés, les Consommateurs, les Familles nombreuses ;

Affirmant avec la C.F.T.C. qu'aucune Classe sociale ne s'est disposée à accepter sa part d'un effort de rénovation nationale si elle n'y trouve sauvegardé le minimum vital nécessaire à chaque famille française ;

Repoussant énergiquement toute formule basée sur la répudiation des Conventions Collectives, principale conquête ouvrière et instrument indispensable de la Paix sociale ;

Protestant vigoureusement contre la législation d'exception, en matière de durée de travail, notamment, qui prive les travailleurs du Rail des garanties acquises au prix d'une Collaboration pacifique de plusieurs années ;

Convaincus que les méthodes de violence, loin de résoudre les conflits sociaux, ainsi que viennent de le prouver encore les événements du 30 Novembre, sont de nature, dans les circonstances actuelles, à mettre en péril, avec leur liberté essentielles, la sécurité même du pays ;

Ils approuvent sans réserve les consignes de calme et de prudence données par leur Fédération et qui ont été suivies par l'immense majorité des Cheminots ;

Insistent auprès des Pouvoirs Publics et de la S.N.C.F. pour que les sanctions contre ceux qui ont cru devoir obéir à l'ordre de grève soient réduites au minimum compatible avec le maintien d'une discipline humaine dans les Services ;

Et font confiance à la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France pour obtenir, par toutes voies légales, lors des prochains débats parlementaires, les redressements susceptibles de faire disparaître les injustices des Décrets-Lois ;

Constatant avec joie les progrès considérables enregistrés par les Syndicats Chrétiens lors des récentes Elections professionnelles, ils s'engagent à appuyer au Syndicalisme Chrétien leurs camarades déshabitués et à travailler avec eux, contre toutes les violences et contre toutes les haines, au progrès social dans la Justice et la Fraternité.

Un nouveau système de cotation bien incohérent

Nos camarades ont été quelque peu surpris en apprenant de quelle façon était faite la cotation. Mais comment a-t-on pu accepter cela ? En effet et revenons-en à la cotation : comment a-t-on pu accepter une telle réglementation qui est non seulement moins avantageuse que l'ancienne mais qui aussi offre moins de garantie ?

Que réclamaient donc les cheminots à propos de la cotation et par

voit de conséquence de la gratification ?

Tous, trouvant le système très injuste, demandant un coefficient unique de gratification.

Or, qu'on relise les deux projets de convention collective et l'on verra les suggestions suivantes :

1. - *Projet C.F.T.C. : Une gratification égale au dixième du traitement annuel.*

2. - *Projet C.G.T. : Une gratification au moins égale au dixième et ne dépassant pas les 15 0/0 du traitement.*

Pas de doute, nous avions bien répondu au vœu de tous les cheminots : coefficient unique, alors que la C.G.T., en permettant une marge de 10 à 15 pour cent, admettait le principe d'un coefficient variable, ce qui n'a pas manqué d'être admis par la S.N.C.F. Mais, nous dira-t-on, certaines échelles-cadres auraient subi une diminution ? Nous répondons de suite que pour y parer nous préconisons le rajustement équilibré des échelles de traitement.

Nous continuerons d'affirmer que, dans une administration comme la nôtre, il n'est pas possible de trouver un système qui pourra récompenser justement en rémunération le mérite de chacun ; voilà pourquoi nous étions partisans d'un coefficient unique pour la gratification.

Mais voyons un peu le système adopté pour l'attribution des gratifications.

Un tableau est établi sur lequel sont alignés tous les agents d'une même catégorie.

Disons de suite que le mot catégorie doit être pris dans un sens très large et que, dans un même service, des agents de branches différentes concourent ensemble pour l'obtention des gratifications.

Or, cette année, il a encore fallu tenir compte des notes, et tel agent qui avait obtenu la note 16 se voit accorder la majoration M. 2, alors qu'un autre agent avec la même note n'obtient que la majoration M. 1.

Injustice, crient de suite certains camarades ; mais non, répondons-nous de suite, voyez la convention collective.

Les notes n'existent plus, tout au plus ont-elles servi cette année encore à établir les tableaux.

Or jusqu'aux coefficients de notes majorées prévus par le statut étaient toujours dépassés, mais cette année les 50 0/0 sont rigoureusement respectés, si bien qu'un agent ayant eu une majoration l'an dernier peut très bien obtenir en 1938 une gratification normale et le contraire peut se produire dans certaines catégories, la note 12 pouvant très bien donner droit pour certains à une gratification majorée.

Maîtres répétiteurs, les notes chiffrées n'existent plus, et n'ont servi cette année que de base pour établir les tableaux.

Citons un exemple ; une catégorie composée de 100 agents ; d'après la convention collective, 50 d'entre eux doivent être majorés : soit 5 0/0 à M. 4, 10 0/0 à M. 3, 15 0/0 à M. 2, 20 0/0 à M. 1, le reste soit 50 0/0 recevant la gratification normale.

On comprendra facilement que, dans ces conditions, des agents ayant la même note peuvent obtenir une gratification différente et seule l'ancienneté les départagera.

Il peut ainsi se produire que, dans une catégorie de 100 agents, 7 notes 19 ayant été accordées, 5 bénéficieront de la majoration M. 4 et 2 de la majoration M. 3.

Certes, pour cette année, la gratification (à moins d'être réduite par punition) ne pourra être inférieure à celle accordée l'an dernier, mais il n'en reste pas moins vrai que beaucoup de camarades qui espèrent une majoration seront bien déçus.

De plus, et c'est ce qui a de plus grave, le rôle des délégués devient à peu près nul.

En effet, le tableau étant établi en respectant rigoureusement le nombre de gratifications majorées, si un délé-

gué veut faire donner suite à une réclamation, il sera obligé d'exiger un décalage dans l'attribution des majorations et l'on comprend aisément que dans ce cas il hésite à exiger satisfaction.

Ajoutons encore qu'en cas de contestation il n'est plus question d'appeler à une commission centrale, mais tout simplement au Chef de service ou au Directeur, suivant le cas, ce qui réduit singulièrement le rôle des délégués.

Bref sans vouloir critiquer systématiquement ce que d'autres ont cru pouvoir accepter, nous sommes obligés, devant le mécontentement général, de dénoncer les injustices flagrantes que comporte le nouveau système et comme dans la chanson nous concluons : ce n'était pas la peine assurément de changer... pour avoir pis qu'avant.

Desiré Delsert.

Les nouvelles dispositions concernant les facilités de circulation ne s'expliquent que comme une véritable brimade

(Suite de la première page.)

Les Cheminots avaient une carte de libre parcours sur leur région, a dit M. le Ministre, je leur donne une carte gratuite valable sur tout le Réseau national.

Ils avaient droit pour leur famille directe, femme et enfants, à vingt permis sur leur propre région et quatre permis interrégion et je leur donne huit permis valables sur tout le Réseau français.

Réellement ont-ils le droit de se plaindre ?

Oui, Monsieur le Ministre, nous avons le droit de nous plaindre.

D'abord nos Syndicats n'ont jamais réclamé cela et, de plus, ce nonobstant toute disposition contractuelle est trop antidémocratique pour que nous puissions nous incliner de gaieté de cœur.

Vous nous accordez, dites-vous, un gros avantage, la carte de libre circulation sur le Réseau national, mais le même coup vous réduisez les facilités accordées aux familles.

Peu nous importe que nous puissions nous rendre de Dunquerque à Perpignan quand bon nous semblera, si nous sommes obligés de laisser femme et enfants à la maison.

Or le Cheminot doit se déplacer très souvent car il est facilement transplanté d'un bout à l'autre de son Réseau et par conséquent toujours éloigné de son pays d'origine.

Nous aurons, dites-vous, pour nos familles la carte à 90 % sur notre région et celle de 75 % sur les autres régions, mais si cette disposition peut être utilisée par un ménage sans enfants, il n'en va pas de même pour les familles nombreuses.

Les mesures que vous avez prises en ce qui concerne les facilités de circulation ont donc un caractère nettement antifamilial, et, nous le répétons, nous ne voyons pas du tout leur influence sur le redressement économique du pays.

Il était absolument inutile de venir nous rendre un si grand hommage après les événements douloureux de septembre pour, deux mois après, prendre contre nous des dispositions aussi brutales, et exercer des brimades aussi inutiles.

Les Cheminots tiennent énormément à leurs facilités de circulation, Monsieur le Ministre, et ils n'arrivent pas à comprendre que vous ayez eu la main aussi lourde alors qu'ils avaient déjà une pilule bien amère à avaler au sujet des dispositions contenues dans la nouvelle réglementation du travail.

Que chaque citoyen accepte sa part de sacrifice, d'accord, mais nous nous élevons contre des injustices aussi criantes et des sacrifices aussi inutiles.

D. DELSERT.

Séance de l'après-midi

La séance est occupée par la Conférence de M. DARNET sur le bilan de la S.N.C.F. depuis janvier 1938.

Ce bilan est fait au point de vue financier, technique et administratif, et enfin, social et moral.

Après un exposé très clair sur cette Société Nationale qui, jusqu'à présent, n'a pas eu le temps de donner de grands résultats, M. DARNET nous montre surtout la nécessité de considérer dans une entreprise, les hommes qui sont appelés à y collaborer, comme des êtres pourvus d'une âme et non seulement comme des rouages d'une machine plus ou moins perfectionnée.

C'est dire que, parlant à des syndicats chrétiens, notre conférencier insiste sur la valeur du mouvement qui est le nôtre ; celui-ci prend, en effet, de l'importance parce qu'il a vie en lui, non pas seulement vie matérielle, mais vie spirituelle et morale, sans laquelle l'autre n'est rien.

Après différentes questions posées par les assistantes, Mlle BERDIN remercie au nom de toutes, M. DARNET de son exposé si intéressant et si élevé.

Ainsi se termine cette journée bien remplie, où nous avons eu grand plaisir à nous retrouver toutes réunies et où nous avons pu ardeur et confiance pour poursuivre le travail commencé et vaincre les difficultés qui pourront se présenter sur notre route.

La Secrétaire de séance :

A. VAUGEOIS.

P.S. — Le Rapport moral présenté à la réunion du 4 Décembre sera en voyé dans les prochains Syndicats. Ceux qui ne l'auront pas reçu pourront le réclamer directement à la Fédération.

SYNDICAT FEMININ

PARIS SUD-EST

Réunion du 1^{er} Décembre

Cette réunion marque la reprise de son activité.

Mme MORIZOT, sa présidente, fait appel pour une collaboration toujours plus étroite entre le Bureau syndical et les adhérentes, collaboration indispensable pour la défense si nécessaire des intérêts du Personnel féminin.

Ensuite, Mlle BERDIN a fait un exposé des récentes Décrets-Lois et de leurs conséquences pour le monde Cheminot, exposé qui a amené un échange de vues des plus intéressantes.

M. BERDIN.

DÉCRET SUR LES 40 HEURES

RAPPORT

au Président de la République française

Paris, le 12 novembre 1938.

Monsieur le Président,

Le Décret du 18 janvier 1937 relatif à l'application aux Agents des Grands Réseaux de la Loi du 21 juin 1936, instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux, a sensiblement aggravé les règles applicables antérieurement à ces mêmes agents, en vertu des arrêtés ministériels du 8 novembre 1919 et du Décret du 16 janvier 1925.

En particulier, les dispositions de ce Décret relatives à la limitation et à la détermination du travail effectif, à l'amplitude, aux coupures, au régime des repos journaliers et périodiques, à la durée de présence des Agents dont le service comporte des périodes d'inaction, ont entraîné une diminution du rendement du personnel.

Nous vous proposons, en conséquence, pour permettre à la Société Nationale des Chemins de Fer, de réduire ses dépenses, d'abroger ce Décret et de le remplacer par un nouveau règlement qui adapte à la loi des quarante heures, des dispositions antérieurement applicables aux Cheminots.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Président du Conseil, Ministre de la Défense nationale et de la Guerre,
Edouard DALADIER.

Le Ministre des Finances,
Paul REYNAUD.

Le Ministre du Travail,
Charles POMARET.

Le Ministre des Travaux Publics,
A. DE MONZIE.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de la Défense nationale et de la Guerre, du Ministre des Finances, du Ministre du Travail et du Ministre des Travaux Publics,

Vu la Loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux ;

Vu le Décret du 18 janvier 1937 relatif à l'application aux Agents des Grands Réseaux de Chemins de fer d'intérêt général de la Loi du 21 juin 1936 ;

Vu la loi du 5 octobre 1938 tendant à accorder au Gouvernement les Pouvoirs pour réaliser le redressement immédiat de la situation économique et financière du pays ;

Vu le Décret du 12 novembre 1938 relatif à la durée du travail ;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Le Décret du 18 janvier 1937, relatif à l'application aux Agents de la Société Nationale des Chemins de Fer de la Loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux, est abrogé et remplacé par le règlement annexé au présent décret.

Art. 2. — Les dispositions du règlement annexé relatives à la durée du travail, à l'amplitude, à la détermination du travail effectif, à la durée de présence des agents dont le service comporte des périodes d'inaction ou de

La Commission Féminine

Fédérale est reçue

à la Direction Générale

de la S. N. C. F.

Le jeudi 1^{er} Décembre, la Commission

féminine fédérale est reçue par M. LE-

ZER, Chef de Division au Service du

Personnel de la Direction générale. Cha-

que Région était représentée par sa délé-

guée à la Commission féminine fédérale :

Mlle CRENET (Est), BOUREL

(Ouest), Mme BERGER (Nord), Mme

MORIZOT (Sud-Est), Mlle FORGET

(Sud-Ouest), BRISARD (Services Finan-

ciers), accompagnées de Mlle BERDIN,

Secrétaire de la Commission féminine

fédérale. Enfin, pour montrer que la Fé-

dération officialisait cette audience, un

caractère officiel, M. DARNET, Secré-

taire fédéral accompagnait la délégation.

L'audience avait surtout pour but d'at-

tirer l'attention de la S. N. C. F. sur la

situation du Personnel féminin au point

de vue de l'avancement. L'enquête faite

par la Commission féminine avait

permis de recueillir un certain nombre

de cas typiques qui ont été cités à titre

d'exemple à M. LEZER, lequel a d'ail-

leurs reconnu qu'il y avait quelque chose

à faire et d'abord à modifier un état

d'esprit qui fait qu'on est trop souvent

injuste envers le Personnel féminin en

lui donnant pas les postes correspon-

dant au travail qu'il fournit, ou en ne

lui confiant pas les emplois qu'il est à

même de remplir.

Les filières féminines des Services de

gare et des Services administratifs ont

tout à tour été passées en revue et la

délégation a remis un projet de filières

féminines avec les définitions des emplois

prévus.

Pour confirmer les différents points

développés au cours de l'audience, la Com-

mission va préparer une note où elle re-

prendra, sur la question de l'avancement,

les cas les plus typiques cités à titre

d'exemples et y joindra les vœux adop-

tés à la réunion plénière du 4 Décembre

qui résumait bien ses desiderata au point

de vue de l'avancement féminin.

Elle demandera en outre à la Fédé-

ration de transmettre le tout à la Direc-

tion générale de la S. N. C. F.

M. BERDIN.

dicté a été officiellement admis dans la

grande famille C.F.T.C. le 25-9-1938.

Le bureau s'est réuni onze fois. Une

réunion générale d'information a eu lieu

le 27 juin 1938.

La première manifestation de la vitalité

de notre Syndicat s'est traduite par l'élec-

tion de deux Cheminots ouvriers au

Conseil des Prud'hommes le 16 janvier

1938.

Deux audiences nous ont été accordées

par le Directeur des C.F.M., l'une le

17 janvier, l'autre le 13 juin 1938.

Les principales questions traitées sont

les suivantes :

1^{re} Mise à l'essai des journaliers ;

2^{de} Amélioration de la situation des in-

digènes, salaire, habitat, nomina-

tion d'auxiliaires, retraite aux

vieux ;

3^{de} Redressement de la situation des

agents, vote 0,80 incorporés à V.N.

4^{de} Diminution de grade et de

note ;

5^{de} Revalorisation des caisses de pécule

et d'épargne ; (amélioration du ré-

gime actuel des retraites) ;

6^{de} Les quarante heures ;

7^{de} Prêts hypothécaires ;

8^{de} Facilités de circulation (révision des

classes, augmentation du nombre

des permis C.F.A. pour les agents

de tous les services d'Oujda) ;

9^{de} Proposition d'office pour la médaille

d'honneur des Chemins de fer, dès

qu'un agent remplit les conditions

nécessaires ;

10^{de} Embauchage de jeunes agents ;

11^{de} Reorganisation de l'exploitation de

la ligne de Bent Oukie à Bou Ar-

ja ;

12^{de} Ecole de mouvement ;

13^{de} Ecole d'apprentissage pour fils mi-

neurs d'agents (Oujda, Casablanca,

Port-Lyautey) ;

14^{de} Construction du poste I d'Oujda ;

15^{de} Représentation des Syndicats Chré-

tiens Cheminots au sein des orga-

nismes centraux des transports ;

16^{de} Détachement syndical (partiel) du

président et facilités aux autres

membres du Bureau pour remplir

leur mandat syndical (congés ex-

ceptionnel pour se rendre aux au-

diences de M. le Directeur).

Enfin de nombreux cas particuliers

ont été réglés, d'une façon satisfaisante,

comme peuvent en témoigner les intéres-

sés.

Toutes nos revendications n'ont pas

abouti et quelques-unes restent d'actua-

lité. Le Syndicat s'emploiera à leur

prompte réalisation.

Au cours d'une audience auprès de M.

le Secrétaire Général du Protectorat, le

13 juin 1938, toutes nos revendications

précitées ont été exposées.

Au premier Congrès marocain de la

C.F.T.C. (Casablanca, 27 mars 1938), le

Syndicat avait délégué cinq camarades

qui représentaient l'Union locale d'Oujda.

Ce fut l'occasion pour eux de prendre

contact avec leurs camarades de Casa-

blanca et Rabat et notamment avec les

Cheminots qui, immédiatement après cette

entrevue, constituèrent à leur tour les

Syndicats de Casablanca et Rabat.

Nous n'étions plus seuls, et la création

d'une Union des Syndicats Chrétiens des

Cheminots du Maroc s'imposait. C'est

chose faite depuis le 12 juin 1938. Dans

cette Union qui a pour président le cama-

rade De Mussy, de Rabat, Oujda est

représentée par :

Gisbert, vice-président ;

Bossler, trésorier adjoint ;

Bonillo et Diaz, assesseurs.

tes 100 %. Le référendum secret, surveillé par un délégué cégétiste, qui eut lieu ensuite, conduisit à une grosse majorité, que notre Section ne s'attendait pas à la grève projetée. L'ordre du jour présenté est alors approuvé à l'unanimité. En résumé, très belle réunion tant par le nombre, que par la composition idéologique et la franchise caractéristique de la réunion qui aura de beaux lendemains.

Deux délégués cégétistes du *Département de la Vienne* nous avaient invité à assister et à donner notre point de vue sur la grève projetée. L'ordre du jour présenté est alors approuvé à l'unanimité. En résumé, très belle réunion tant par le nombre, que par la composition idéologique et la franchise caractéristique de la réunion qui aura de beaux lendemains.

par une adhésion entière et confiante et ils comprendront, eux-mêmes, syndiqués, que leur devoir est d'être plus que jamais agissants, c'est-à-dire de faire valoir leur droit de grève et de faire valoir autour d'eux une conquête propagande.

Le Secrétaire : BUHE.

NANTES

Conseil de Secteur du 20 Novembre

Les Syndicats adhérent à l'Union Ouest du Secteur de NANTES ont tenu leur Conseil de Secteur.

Une cinquantaine de délégués des syndicats de Nantes, Angers, Saint-Nazaire, La Roche-sur-Yon, Chateaubriant, Les Sables-Martin, etc., ont été réunis sous la présidence de HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes P.O., pour entendre PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, leur faire un exposé très complet sur l'activité de la Fédération. Un large échange de vues a suivi cet exposé, notamment en ce qui concerne les Décrets-Lois, les Facilités de circulation et les Elections des Délégués du Personnel. GILLET, Secrétaire Général de l'Union P.O., a été plus spécialement consacré à l'examen de la situation et de l'Organisation Syndicale. Cet examen a permis de constater la faveur grandissante que le Syndicalisme Chrétien rencontre chez les Cheminots et les magnifiques perspectives d'avenir qui s'offrent à lui.

A l'issue de ces réunions, l'ordre du jour suivant a été voté :

Les Cheminots par les Syndicats ou Groupes locaux du Secteur de Nantes, Union Ouest de la Fédération des Cheminots de France, réunis en Conseil de Secteur le Dimanche 20 Novembre,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

Après avoir entendu les camarades HERRRAY, Président du Syndicat de Nantes, PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest, GILLET, Secrétaire Général de l'Union Sud-Ouest,

Remerciant particulièrement PAILLIEUX de son exposé clair et détaillé sur tous les problèmes en cours, notamment les Décrets-Lois, les Facilités de circulation, les Elections des Délégués du Personnel, etc.,

HELLEMMES-LILLE

Avis important

Les camarades retraités sont priés de régler la cotisation de l'année 1939 en gare de Lille les jours de paye de janvier à notre camarade HECQUET.

Comme d'habitude, notre camarade Florimond LECAT ira à domicile pour les plus éloignés.

En restant au Syndicat, le retraité continue cette vie syndicale, cette camaraderie ouvrière qui pendant de longues années a été pour lui le soutien, il conservera la bonne amitié, les relations avec ceux qui sont plus jeunes et ainsi jusqu'à la fin il aimera son Syndicat.

Le retraité doit demeurer au Syndicat, c'est son devoir.

JEUMONT

Réunion du 29 Novembre

Séance ouverte à 19 heures, sous la présidence de MEYS, assisté de AGNUS et DEPUTTE.

AGNUS commente les Décrets-Lois, ainsi que la position de la C. F. T. C. vis-à-vis de ces décrets.

L'auditoire, très nombreux et attentif, n'a cessé, au cours de la séance, de témoigner le plus vif intérêt aux questions à l'ordre du jour.

M. MAILLE lit ensuite la circulaire concernant la Section Cadres.

L'unanimité étant faite sur l'observation des consignes de la Fédération, la séance est levée à 21 heures.

Le Secrétaire : CARRIERES.

LILLE-DELIVRANCE

Réunion générale du 29 Novembre

Séance ouverte à 17 h. 45, sous la présidence du Vice-président CANICK.

Compte rendu est fait par le Secrétaire TATIN des directives de notre Fédération, au sujet de notre conduite à tenir dans le mouvement de Grève générale. Une note de protestation contre certains Décrets-Lois et situant notre position dans le conflit est adressée à tous les Chefs de service, ainsi qu'aux Parlements de la Région. A cet effet, notre Bureau Syndical avait prévu pour la sauvegarde de ses adhérents, l'ouverture à 4 heures du matin de sa permanence jusqu'à 8 heures du soir sans interruption, plus diverses mesures de surveillance très efficaces.

A l'annonce de ces mesures, l'Assemblée fut unanime dans son approbation ; nombreux furent les camarades qui se présentèrent pour assurer cette permanence.

Le Bureau du Syndicat remercie tous ses adhérents pour leur parfaite tenue dans le mouvement et remercie chaleureusement les camarades RIGA, DE-CROK, LA FORCE, MARREE, DE-LAY, BRUSKAERT, DELARRE, DES-CAMPS, DEMESSINE et SKO-KAERT qui ont tenu à assurer notre permanence dans cette journée.

Séance levée à 20 heures.

Le Secrétaire de Séance : CARIOT.

Région Sud-Est

BUREAU DE L'UNION

Réunions des 29 Novembre et 1^{er} Décembre

Le Bureau est heureux de constater les résultats très intéressants des Elections des Délégués du Personnel dans notre Région.

Au 1^{er} degré, plus de 700 candidats ont recueilli un chiffre de voix jamais atteint. Résultats très appréciables quant aux élus.

Au 2^e degré, 80 candidats. Là encore, succès nombreux, plus spécialement dans nos Sections Cadres et Techniciens qui, pour leurs débuts, accusent des résultats presque inespérés.

Le coin des Cadres du Cheminot du 1^{er} janvier donnera des renseignements plus complets, mais signalons en passant l'élection de nos camarades ALBOUY, TARDY, BES, Président, Vice-président et Secrétaire général de notre Union du Réseau.

Plusieurs listes ont été établies pour les élections à la Direction.

Examen de la correspondance.

Nombreuses études et correspondance. Marseille. — Cas des aides-ouvriers ateliés.

Cannes-Tain-Tournon. — Facilités de circulation.

Brioude. — Solde entérinée. Satisfaction.

Ambrérie. — Interventions diverses, Tractation.

Alès. — Affiliation rétroactive. Satisfaction.

Clermont-Cannes-Toulon. — Mises à la retraite anticipées.

Marseille-Moulins-Dijon. — Réclamations, notation.

Saint-Etienne. — Changement d'emploi.

Bureaux Comptables Tractation. — Réponse de la Direction concernant les créances d'emplois faites.

Lons-le-Saunier. — Repos dominical.

Le Tell-Mouchard-Nice-Oullins-Givors. — Questions diverses.

Avignon. — Réfection des Bureaux Tractation. Satisfaction.

Conseil de Réseau

La prochaine réunion du Bureau et du Conseil de Réseau aura lieu le Dimanche 8 Janvier prochain, Salle Jeanne-d'Arc, 1, rue Marceau, à Sète.

Cette réunion, réservée uniquement aux membres du Conseil, en raison de l'importance des questions à examiner, commencera à 8 h. 30 précises.

L'ordre du jour sera adressé à chacun en temps opportun.

Les Syndicats qui désireraient organiser des réunions spéciales d'information d'ici le Congrès de Réseau voudront bien en informer le Secrétariat général en vue des dispositions à prendre.

Le Bureau.

Section Technique Service Electrique

La Section Technique du Service Electrique, réunie à Lyon le 9 octobre 1938, a mis au point son programme de revendications, à présenter par ses représentants auprès de la Direction.

Dans un esprit de collaboration loyale, elle suggère, dans un cahier d'économies, les réformes qui pourraient être réalisées sans nuire au Personnel.

Elle invite tous nos camarades sympathisants à venir grossir ses rangs pour y faire du bon travail.

Le rapporteur : RAFFY.

BELLEGARDE (AIN)

Carnet de Deuil

Le Syndicat de Bellegarde a eu la douleur de perdre en la personne de ROSET Edouard, 32 ans, Chef de train en gare de Bellegarde, un de ses meilleurs camarades et un de ses plus dévoués militants.

Celui-ci vient de trouver une mort brutale dans un stupide accident de la route et laisse dans les larmes une épouse aimée, deux enfants chéris en bas âge et de vieux parents vénérés.

Nos chrétiennes condoléances.

Le Secrétaire : S. POCHET.

Région Sud-Ouest

UNION MIDI

HENDAYE

Réunion du 16 novembre

Nombreux présents.

ETCHEVERRY donne des précisions au sujet de nos réunions mensuelles, qui auront lieu désormais à la Mairie.

DARTIGUELONGUE commente les résultats encourageants obtenus lors des élections à la Caisse des Soins aux Familles.

La progression du Syndicalisme Chrétien qui a doublé le nombre de ses voix, est particulièrement soulignée.

DUPEAU rappelle le Congrès de

fusion des Unions P.O. et Midi qui doit avoir lieu à Bordeaux, le Syndicat y sera représenté.

L'étude de quelques questions fort intéressantes termine cette belle réunion.

Le Secrétaire de séance.

LOURDES

Réunion du 19 Novembre

Afin d'appliquer au mieux les conseils et avis de la Commission de Propagande, PEBOSQ et ITRAC, de Pau, sont venus redonner l'élan à notre Groupe Lourdes.

PEBOSQ nous parle tout d'abord du C. F. auquel il a pris part les 22 et 23 Octobre dernier. Il remercie ensuite les camarades dévoués qui ont bien voulu répondre à son appel, en envoyant leur déclaration de candidature pour les Elections des Délégués du Personnel.

Plusieurs délégués ont pris la parole de Réseau à Bordeaux, le 18 Décembre.

Le Groupe Lourdes va présenter une revendication pécuniaire de plus importance. Toute documentation nécessaire sera envoyée à notre Fédération.

Notre camarade et ami ADAM François a quitté la Gare de Lourdes pour se rapprocher des siens à Toulouse. Tout en regrettant son départ, nous sommes heureux pour lui et nous sommes certains qu'il grossira le Groupe des Syndiqués chrétiens de sa nouvelle résidence.

PAU

Réunion du 5 Novembre

isme Chrétien dans les Chemins de fer.

Des conversations recueillies les jours suivants, il résulte que cette réunion si nombreuse a produit une excellente impression parmi tous les Cheminots de Paris, même chez ceux ne faisant pas partie de notre Syndicat. De nombreuses adhésions sont en perspective.

Nous remercions tous les présents à cette magnifique réunion et nous nous excusons auprès du trop grand nombre de nos adhérents qui n'ont pu trouver de place assise.

Le Secrétaire : L. PREVOT.

TOURS

Accidents du travail
Le Syndicat rappelle aux camarades, qu'en cas d'accident grave, susceptible d'entraîner une incapacité permanente, ils doivent en aviser d'urgence le Bureau syndical. Ecrire à L. MOUSSIER, 17, Rue James-Cane à Tours, qui fera le nécessaire.

L'assistance du Syndicat est gratuite, ainsi que celle concernant les révisions du taux d'invalidité.

Le Secrétaire de la Section Technique L. MOUSSIER.

Souscription G. BURTE : Prière instante aux derniers retardataires de verser leurs oboles (généreuses) aux receveurs ou au trésorier.

Règlement des cotisations syndicales de 1938 : Très recommandé en cette fin d'exercice ; les recouvrements doivent être effectués pour permettre de demander les cartes confédérales de 1939.

Réunion d'information du 30 Novembre

Très belle assistance de syndiqués et de sympathisants. L'on voit bien que les circonstances sont propices : exposé complet de l'activité de la C.F.T.C. et de la Fédération et communication des directives opportunes en cas de grève générale. Vote d'un ordre du jour qui a paru dans la presse locale dès le lendemain.

VITRY-SUR-SEINE

A l'assemblée générale du 29 novembre, très nombreux présents et des sympathisants, car, en effet, nous avions à nous prononcer pour ou contre la grève générale et confirmer ou infirmer ainsi notre confiance en notre C. F. T. C.

Après les exposés de nos camarades BERTAUD et BUFFET, le vote, à bulletin secret (contrairement à ce qui se passe dans d'autres organisations) donna raison, d'une façon magistrale aux points de vue de notre Confédération. A l'unanimité générale des membres de notre Syndicat local — les exposés avaient voté sous enveloppe — et des sympathisants présents, l'idée de la grève générale fut repoussée. Notre action devra se poursuivre énergiquement contre les Décrets-Lois dans le calme et la légalité, jusqu'à complète satisfaction. Pour cela, notre confiance est entièrement acquise à notre Fédération et à la C. F. T. C.

Le Secrétaire de séance.
L'Union P. O. félicite d'une façon toute particulière le camarade BERTAUD, Secrétaire et les membres du Bureau du Syndicat de Vitry-sur-Seine, pour le cran superbe qu'ils ont montré à l'occasion d'un vote si important qui devait avoir lieu le 26 novembre dans les Ateliers de Vitry, au sujet d'une demi-journée de récupération. Leur attitude énergique a provoqué une telle réaction parmi les adversaires, que ceux-ci, pour ne pas manifester, se sont fait mettre en congé au nombre de trois cents sur six cents que compte l'effectif des Ateliers. Ceux qui n'ont pas eu le courage de manifester, et seuls nos camarades, calmement et dignement, ont remis au Chef d'établissement l'ordre du jour de notre Fédération, en respectant les règlements en usage dans les Ateliers.

H. GILLET.

VIERZON

Nous sommes heureux d'apprendre que TEXIER prend en mains le Groupe du Blanc (Indre) qui a été, depuis sa constitution.

CULTIVEZ des championnats dans une cave, un réduit, une cour ou un jardin. Vous gagnerez 15.000 p.p.m. Brochure explicative, cont. 1 fr. timb. Culture d'Export, No 80, Reuilly (Seine).

CARNET FAMILIAL

NAISSANCES

Nous apprenons la naissance :
De Michèle, fille de notre camarade ARTAUD, du Syndicat de Cannes.
De Jacqueline-Nicole, fille de notre camarade GUILLAUME, du Syndicat de Cannes.
De René FIGON, fils de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.
De Berthe CALLET, fille de notre camarade du Groupe de Panin.
De Jean ROLLIN, fils de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.
De Jean-Marie, fils de notre camarade SADI-PERRIN, du Syndicat d'Hellemmes.
De Françoise LEFEVRE, fille de notre camarade du Syndicat de Compiègne.
De Gérard DELESALLE, fils de notre camarade du Groupe de Noyon.
De Marie PERRIN, fille du dévoué secrétaire du Groupe de Saint-Diz.
De Jean VILLAIN, fils de notre camarade du Groupe de Noyon.
De René LEMAIRE, fils de notre camarade du Groupe d'Epernay.
De Josette SAUZON, troisième enfant de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.
De Jacques BRUGIROUX, fils de notre amie du Syndicat du Contrôle Central.
De Michelle MARTEAU, fille de notre camarade du Syndicat de Juvisy.
De Solange LARNAUD, fille de notre dévoué camarade du Syndicat de Saint-Pierre-des-Corps.

Nous adressons nos vœux les meilleurs aux mamans et aux nouveau-nés.

MARIAGES

Nous apprenons le mariage :
De notre camarade Remy FAIVRE, du Syndicat de Dôle, avec Mlle ROUX.
De notre camarade Anselme ROUSSET, du Syndicat de Longogne.
De notre camarade Jean BOURGEOIS, du Syndicat de Dôle, avec Mlle Madeleine RUCKTAHL.
De notre camarade Albert ROUVIER, du Syndicat de Longogne, avec Mlle Simone DURAND.
De notre camarade Camille THEVENIN, du Syndicat de Dôle, avec Mlle Camille THEVENIN.
De M. Marcel TERRIER avec Mlle Marthe CHATELANAZ, du Syndicat de Cannes.
De notre camarade Emile MARNIER, de Lons-le-Saunier, avec Mlle Alice VINDEPOT.
De Pierre DAVID, du Syndicat de Saint-Germain-des-Fossés, avec Mlle Vigier-FLEURINE.

RESTAURANT "FOYER DU SACRÉ-CŒUR"

40, r. du Chevalier-de-la-Barre et 7, r. St-Vincent, Paris-18°. Tél. MON 60-52
REPAS A PRIX MODERES

Plusieurs Salles pour Réunions et Banquets Recommandés aux Cheminots

tution, sous la tutelle du Syndicat de Vierson. Nous adressons nos félicitations à LEBEUF qui a su, avec RUELE, entretenir ce Groupe et nous espérons qu'avec un Président comme TEXIER, il prendra de l'extension.

La démission du Secrétaire du Syndicat ayant entraîné le départ du Bureau, il fut procédé le 21 Novembre à sa reconstitution. Devant la gravité des faits, l'Assemblée, dans un mouvement unanime, renouvela sa confiance au Secrétaire démissionnaire et au Bureau et pressa l'un et les autres de reprendre leurs fonctions et leurs responsabilités au Syndicat. Après décision à mains levées, il fut procédé à la constitution du Bureau suivant :

Président : RENARD Louis ; Trésorier : MORIGEAU Louis ; Trésorier-adjoint : GOURDET Maurice ; Secrétaire : RUELE Robert ; Secrétaire-adjoint : MANDRAL ; Membres : PRIERE, BOUCHUT, LIZAUD, RIU.

Nos camarades MORIGEAU et CHAR-KIER assureront la permanence tous les lundis à 18 heures, au 13, Rue Blanche-Baron, à Vierson.

Le Secrétaire : Robert RUELE.

Contrôle central

Siege : 5, rue Cadet

Le Conseil syndical s'est réuni le 8 Décembre au siège, pour envisager, avec des camarades faisant partie des Sections des Services financiers, leur fusion dans le sein de notre Syndicat.

Plusieurs décisions ont été prises et les modifications utiles aux Statuts des Syndicats ont été arrêtées.

D'autres réunions sont prévues pour arrêter définitivement les modalités d'application de ces mesures, qui ne seront définitives qu'après approbation par l'Assemblée générale annuelle qui aura lieu dans le courant du mois de Mars 1939. Les Sections des Services Financiers seront rattachées à notre Syndicat dès le 1^{er} Janvier.

A tous ces camarades, nous souhaitons la bienvenue parmi nous, et les assurons de notre entier dévouement.

Le Bureau Syndical.

Dans le prochain numéro, nous indiquerons le nom des Receveurs, par Section, et ainsi tous nos camarades pourront facilement se mettre en rapport avec eux.

LOISIRS

VISITES - CONFERENCES

par « Joie et Loisirs »

Visites du samedi 7 janvier : Catalogues ; samedi 28 : Journal L'Illustration.

Renseignements et inscriptions, 8 jours avant chaque date, à l'Union Régionale de la Seine, 5, place Saint-Thomas-Aquin, Paris.

par « Temps Présent »

Chaque samedi, de 17 à 19 heures : conférences gratuites sur tous sujets. 68, rue de Baylone, à Paris (VII^e).

SPORTS D'HIVER

Stages organisés pour les fêtes de Noël par la Ligue Française des Auberges de la Jeunesse dans ses auberges des Alpes, Jura et Pyrénées. Prix très réduits.

Renseignements et prix sont envoyés gratuitement. S'adresser au siège de la L.F.A.J., 38, boulevard Raspail, Paris.

DOCUMENTATION

Régime corporatif et catholiques sociaux, par G. Jarlot.

Au moment où l'économie libérale se désagrége, qu'on en dise, les idées corporatives renaissent... Livré clair qui ne néglige rien de ce qui doit être connu.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

LA MAISON Auguste REY

55, rue des Alpes, 55

VALENCE (Drôme)

VOUS OFFRE

tout ce qui concerne la Bijouterie, Orfèvrerie, Convertis de Table et Contellerie, Pendules, Garnitures de Cheminées, Réveils,

MACHINES A COUDRE BICYCLETTES ARMES, JUMELLES, STYLOS

avec de grandes facilités de paiement et conditions spéciales

aux Cheminots

MEMES PRIX QU'AU COMPTANT

Envoi de choix et Catalogues franco sans engagement

NÉCROLOGIE

On nous fait part du décès :

Du beau-père de notre camarade JOURDAN, Président du Syndicat de Saint-Germain-des-Fossés.

De Robert RENAUDIN, fils de notre camarade du Groupe de Givet.

De la mère de notre camarade PELAT, du Syndicat de Saint-Germain-des-Fossés.

De Mme BESON, épouse de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

De notre camarade Pierre PIEDNOEL, du Groupe de Noisy-le-Sec.

De Mme DOBERSET, mère de notre camarade du Syndicat de Compiègne.

De Mme HECQUET, mère de notre camarade du Syndicat de Tergnier.

De notre camarade Eugène DUPIN, du Groupe de Belfort.

De Mlle Claude RANOUIL, fille de notre camarade du Syndicat d'Amiens.

De Mme DUBUC, mère de notre camarade du Groupe de Belfort.

De M. PERRIN, père de notre camarade du Syndicat d'Amiens.

Nous adressons à nos camarades et à leurs familles nos bien vives condoléances.

L. M.

PERMUTATIONS

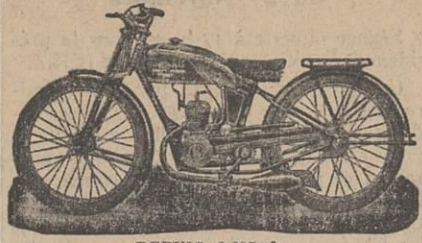
GUIBORAT MANŒUVRE AU DEPOT DE REIMS, demande permutant pour ATELIER ou MAGASIN D'EPERNAVY.

Lui écrire à 7, rue des Trois-Piliers, Reims.

EXPEDITIONNAIRE, 4^e ARRONDISSEMENT, CHALONS-SUR-MARNE, cherche permutant, TOUS SERVICES, pour NANCY ou BLAINVILLE.

Ecrire : René THIRIOT, Secrétaire, 5, rue Edmond-Braux, Lunéville, qui transmettra.

NEW-MAP Les plus jolis vélomoteurs



DEPUIS 2.200 fr.
Vente à crédit : 1/2 compt., solde en 10 mois.
114, avenue Lacassagne, 114, LYON.

HOTEL-RESTAURANT du PANIER FLEURI

16, rue Saint-Vincent-de-Paul en face la gare Saint-Jean

BORDEAUX

Chambres — Confort moderne

Repas à prix fixe et service à la carte

PRIX SPECIAUX POUR CHEMINOTS

Président : RENARD Louis ; Trésorier : MORIGEAU Louis ; Trésorier-adjoint : GOURDET Maurice ; Secrétaire : RUELE Robert ; Secrétaire-adjoint : MANDRAL ; Membres : PRIERE, BOUCHUT, LIZAUD, RIU.

Nos camarades MORIGEAU et CHAR-KIER assureront la permanence tous les lundis à 18 heures, au 13, Rue Blanche-Baron, à Vierson.

Le Secrétaire : Robert RUELE.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.

Commentaire pratique de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et arbitrage.

Contentieux du conflit collectif de travail, par H. et F. Pécourt. Librairie du Recueil Sirey.